

## **Reconfiguration des terres rurales et « création de la nature » pour le développement de la faune sauvage et du tourisme de luxe privé au Cap oriental en Afrique du Sud : échelles des conflits, des retentissements sociaux et des mutations de l'usage des espaces**

Nancy Andrew

L'appropriation et la re-concentration croissantes des terres pour la production d'animaux sauvages ainsi que les activités commerciales connexes ont intensifié les conflits concernant l'accès aux ressources naturelles en Afrique du Sud et leur usage. Ce sont des conflits de longue date, ancrés dans les inégalités sociales extrêmes qui caractérisent l'héritage de l'apartheid et du colonialisme de peuplement. Ces vingt dernières années, l'État sud-africain s'est engagé auprès des populations noires démunies à introduire des réformes afin d'éliminer la pauvreté, diversifier la propriété foncière et faciliter le développement rural. En fonction des incidences économiques et politiques sur l'agriculture commerciale de la 'neo'-libéralisation renforcée, le gouvernement ANC a adopté une posture contradictoire mais plutôt indulgente à l'égard de la réglementation liée aux conversions de terres agricoles en réserves de faune sauvage privées par les propriétaires fonciers.

Cette contribution examine la reconfiguration spatiale que ce processus accélère, ses répercussions sociales et les conflits d'intérêt qui en résultent. Loin d'être le signe du 'paysage naturel africain préservé' évoqué pour séduire les clients internationaux aisés, ces mutations entraînent souvent l'expulsion des familles d'ouvriers agricoles noirs qui résidaient et travaillaient dans les fermes consolidées. Des recherches récentes sur les réserves de tourisme de luxe au Cap oriental mettent ainsi en exergue l'existence d'enjeux sociaux-économiques qui opèrent à différentes échelles et sont parfois occultés. La résistance d'une famille confrontée au déplacement forcé du fait de l'établissement d'une réserve 5-étoiles en constitue un exemple.

Certains des discours provenant de l'industrie de la faune sauvage, des propriétaires fonciers et de l'État - tous des acteurs sociaux puissants dans les rapports de force en milieu rural - visent à légitimer ces activités en mobilisant les références à la biodiversité, à l'expansion des zones protégées sous régime privé, au développement durable ou encore au 'patrimoine national' – un concept contesté dans ce paysage conflictuel. D'autres sont persuadés que cette réorganisation de l'espace les protégera contre la réforme foncière.

Nancy Andrew

Chercheuse associée, Sociologie du développement

LAM, Les Afriques dans le Monde

Sciences-Po, Université de Bordeaux IV

[nandrew@larrisa.eu](mailto:nandrew@larrisa.eu)